

Le patrimoine économique national en 2011

Hausse de 5 %

Léa Mauro, division Synthèse générale des comptes, Insee
Adeline Bachellerie, direction générale des Statistiques, Banque de France

Fin 2011, le patrimoine économique national s'élève à 13 620 milliards d'euros, soit près de huit fois le produit intérieur net de l'année. Après un très net rebond en 2010 (+ 8,7 %), il progresse de 5,0 %. Cette modération est liée au ralentissement des prix des terrains et des encours d'actifs financiers.

Le patrimoine des ménages ralentit en 2011 (+ 4,1 %, après + 8,1 % en 2010) : constitué en majorité d'actifs immobiliers, il est freiné par la décélération des prix des terrains. Leur patrimoine financier net diminue légèrement, leur endettement croissant nettement plus que leurs actifs. En 2011, les ménages privilégient les produits liquides et sans risque (livrets d'épargne) et montrent un moindre engouement pour l'assurance-vie. La valeur nette des sociétés non financières augmente de 16,3 % en 2011, après + 10,7 % en 2010. Leur passif financier diminue, les actions le composant s'étant dévalorisées. Elles recourent davantage au crédit, plutôt qu'aux émissions d'actions et de titres, pour financer leurs investissements et la reconstitution de leurs stocks. Enfin, le passif des administrations publiques continue de croître.

En 2011, le patrimoine économique national (*définitions et tableau 1*) augmente de 5,0 %, après le net rebond enregistré en 2010 (+ 8,7 %). Il s'élève à 13 620 milliards d'euros fin 2011, soit l'équivalent de près de huit fois le produit intérieur net de l'année (*encadré et graphique*).

Le ralentissement du patrimoine résulte de celui des terrains. Ainsi, le patrimoine non financier augmente de 5,7 % après + 8,3 % en 2010. Dans le même temps, le passif financier net se creuse vis-à-vis du reste du monde (- 323 milliards d'euros après - 212 milliards), les créances progressant moins rapidement que les dettes.

Le patrimoine des ménages ralentit

En 2011, le patrimoine des ménages (*définitions*) continue d'augmenter (+ 4,1 %, *tableau 2*), mais nettement moins qu'en 2010 (+ 8,1 %). Il atteint 10 411 milliards d'euros, ce qui correspond à 7,9 fois leur revenu disponible net de 2011 (*graphique*).

Le patrimoine économique des ménages est constitué à 74 % d'actifs non financiers, immobiliers pour l'essentiel (70 %). En conséquence, les ménages sont les premiers affectés par la décélération des prix des terrains. Le patrimoine en terrains bâtis (3 524 milliards d'euros), principalement à l'origine de la forte hausse du patrimoine des ménages en 2010, est en effet moins dynamique en 2011 (+ 3,4 % après + 14,3 %). Ce ralentissement l'emporte sur l'accélération de leur patrimoine en logements (+ 9,2 % après + 4,5 %, avec un encours de 3 563 milliards d'euros fin 2011), qui tient à la forte hausse de l'indice du coût de la construction. Au total, le patrimoine non financier s'accroît de 6,0 % en 2011 après + 8,9 % en 2010.

Le patrimoine financier net des ménages, qui représente 26 % de leur patrimoine total, baisse légèrement (- 0,8 % après + 5,9 % en 2010).

Du côté des actifs financiers, l'assurance-vie demeure le premier placement financier des ménages avec un encours évalué à 1 430 milliards d'euros fin 2011. Celui-ci progresse toutefois plus modérément qu'en 2010 (+ 1,5 %, après + 7,6 %). Cette décélération est liée à la fois à la diminution des souscriptions nettes de contrats d'assurance-vie (34 milliards d'euros en 2011, après 86,5 en 2010), à la baisse régulière de leur rendement depuis la mi-2009 et aux moins-values enregistrées sur les contrats en unités de compte en 2011. Dans le même temps, les avoirs des ménages en actions et titres d'OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) diminuent de 7,6 % en 2011. Ce recul résulte principalement de l'évolution défavorable des marchés boursiers (l'indice CAC 40 baisse de 20,8 % en 2011), qui pèse sur les encours et décourage les nouveaux placements. Au total, l'encours de titres directement détenus par les

INSEE
PREMIERE



INSEE

1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2011

	en milliards d'euros					en %	
	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ⁽¹⁾	Sociétés		Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
			non financières	financières		2009-2010	2010-2011
Actifs non financiers (ANF), dont :	13 943	7 712	4 190	278	1 764	8,3	5,7
Constructions et terrains, dont :	11 772	7 238	2 646	240	1 648	8,8	5,7
Logements	4 282	3 563	607	55	57	4,4	9,0
Autres bâtiments et génie civil	2 145	151	947	70	976	4,2	4,9
Terrains bâtis	5 344	3 524	1 092	114	614	14,5	3,5
Machines et équipements	570	49	483	12	26	1,9	3,6
Stocks	413	30	366	-	17	2,0	5,8
Autres actifs produits	264	144	101	9	10	8,6	7,9
Autres actifs non produits	924	251	593	17	63	9,2	6,8
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	21 100	4 036	4 724	11 421	919	4,5	1,8
Numéraires et dépôts	4 910	1 213	424	3 141	132	1,3	18,1
Titres hors actions hors produits dérivés	3 111	60	71	2 911	69	2,7	1,0
Crédits	3 646	27	765	2 788	65	5,2	4,8
Actions et titres d'OPCVM	5 670	906	2 420	1 960	385	4,2	- 11,5
Provisions techniques d'assurance, dont :	1 655	1 517	51	85	1	7,3	1,5
Assurance-vie et fonds de pension	1 430	1 430	-	-	-	7,6	1,5
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	35 043	11 748	8 914	11 699	2 683	5,9	3,3
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	21 432	1 337	6 838	11 080	2 177	4,3	2,3
Numéraires et dépôts	5 234	-	0	5 132	103	0,7	11,7
Titres hors actions hors produits dérivés	3 615	-	426	1 591	1 598	7,5	8,2
Crédits	3 448	1 132	1 644	436	236	4,5	4,1
Actions et titres d'OPCVM (Passif en actions)	5 487	7	3 740	1 740	-	3,1	- 10,0
Provisions techniques d'assurance, dont :	1 682	-	-	1 682	-	7,4	1,9
Assurance-vie et fonds de pension	1 430	-	-	1 433	-	7,6	1,6
Solde des produits dérivés (S)	9	0	0	7	2	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) - (PF) + (S)	- 323	2 699	- 2 113	348	- 1 256	(2)	(2)
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) - (PF) + (S)	13 620	10 411	2 076	626	507	8,7	5,0
Fonds propres = (Patrimoine net) + (Passif en actions)			5 816	2 366			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

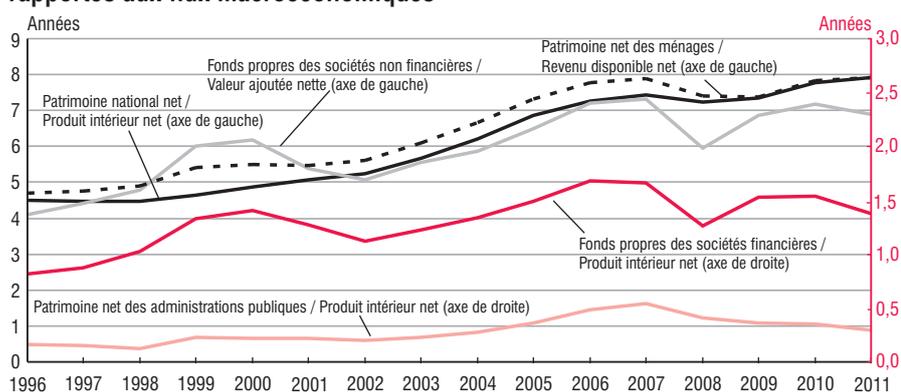
2. Le patrimoine financier net de l'économie nationale s'élève à - 234 milliards d'euros en 2009, - 212 milliards d'euros en 2010 et - 323 milliards d'euros en 2011.

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2005.

Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques



Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2005.

ménages est estimé à 966 milliards d'euros fin 2011, dont 494 milliards d'actions non cotées. Dans un contexte de fortes incertitudes sur les marchés financiers, les ménages se tournent davantage vers les placements bancaires, ceux-ci présentant à leurs yeux les meilleures garanties de

sécurité et de liquidité. La croissance de l'encours détenu sous forme de dépôts et numéraire se renforce en 2011 (+ 5,8 % après + 3,3 % en 2010). Les ménages privilégient notamment les livrets d'épargne, et plus particulièrement le livret A dont le taux est relevé à 2 % en février 2011, puis à

2,25 % en août. Ces hausses, répercutées sur les taux des livrets soumis à l'impôt, ont pour effet d'en dynamiser également la collecte. Fin 2011, l'encours de numéraire et dépôts des ménages s'élève à plus de 1 200 milliards d'euros.

Enfin, le passif financier des ménages augmente plus modérément en 2011 : le taux de croissance de leurs crédits bancaires, principalement destinés au financement de leurs acquisitions immobilières, revient à + 4,6 % après + 5,9 % en 2010.

La valeur nette des sociétés non financières croît à nouveau fortement

Fin 2011, la valeur nette des sociétés non financières (SNF, *définitions*) s'établit à 2 076 milliards d'euros, de nouveau en forte progression (+ 16,3 % après + 10,7 % en 2010). Ce dynamisme traduit surtout une contraction du passif

2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

en %

	Ménages ⁽¹⁾			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	99-09 moy. / an	09-10	10-11	99-09 moy. / an	09-10	10-11	99-09 moy. / an	09-10	10-11	99-09 moy. / an	09-10	10-11
Actifs non financiers (ANF), dont :	9,2	8,9	6,0	7,3	7,5	6,1	10,0	7,9	5,3	7,4	7,8	4,1
Constructions et terrains, dont :	9,8	9,1	6,1	8,5	8,6	5,5	10,5	8,4	5,0	7,7	8,0	4,3
Logements	6,2	4,5	9,2	5,3	4,0	8,5	4,7	2,7	6,7	4,4	3,1	7,6
Autres bâtiments et génie civil	4,4	1,9	3,0	5,4	4,6	5,5	8,7	3,1	5,1	5,0	4,3	4,6
Terrains bâtis	16,6	14,3	3,4	16,8	15,1	3,9	18,4	15,0	4,1	16,4	15,0	3,5
Machines et équipements	0,7	-3,3	-1,3	4,4	2,7	4,3	5,8	-2,9	0,5	2,1	1,4	1,9
Stocks	-0,4	3,0	1,2	2,6	1,8	6,3	-	-	-	-0,4	3,5	3,4
Autres actifs produits	6,7	13,5	10,6	4,7	4,0	5,5	5,1	2,7	3,9	5,8	-0,1	-1,7
Autres actifs non produits	2,8	4,4	0,5	10,1	11,5	10,2	13,0	15,0	14,9	5,6	7,7	1,2
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	4,2	6,2	0,7	3,6	4,6	-3,9	6,8	3,8	4,8	4,9	4,2	0,0
Numéraires et dépôts	3,0	3,3	5,8	9,2	13,1	20,8	6,7	-1,0	23,2	5,1	1,5	19,6
Titres hors actions hors produits dérivés	1,5	-12,4	-3,6	-1,5	3,1	10,4	8,1	2,6	1,3	5,6	23,1	-13,7
Crédits	4,1	-1,2	0,0	8,9	2,9	3,1	7,1	5,9	5,2	-1,1	7,8	10,6
Actions et titres d'OPCVM	1,5	4,5	-7,6	2,0	4,5	-12,0	5,0	4,3	-13,1	5,1	1,7	-8,7
Provisions techniques d'assurance, dont :	7,7	7,4	1,5	2,7	2,8	1,1	55,6	8,5	2,0	6,4	3,0	2,8
Assurance-vie et fonds de pension	8,2	7,6	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des actifs	7,1	7,9	4,1	5,0	5,9	0,5	6,9	3,9	4,9	6,4	6,5	2,7
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	7,0	7,0	4,0	3,3	4,8	-3,4	7,2	2,9	5,1	6,0	8,8	7,2
Numéraires et dépôts	-	-	-	-	-	-	6,7	0,3	11,7	-0,6	25,7	14,1
Titres hors actions hors produits dérivés	-	-	-	5,8	9,4	6,9	9,7	5,9	8,4	7,4	8,5	8,4
Crédits	7,8	5,9	4,6	6,8	1,5	3,3	12,6	11,9	10,6	2,8	8,3	-4,1
Actions et titres d'OPCVM	11,2	5,8	5,4	1,7	5,4	-9,4	5,2	-1,5	-11,3	-	-	-
Provisions techniques d'assurance, dont :	-	-	-	-	-	-	8,1	7,4	1,9	-	-	-
Assurance-vie et fonds de pension	-	-	-	-	-	-	8,2	7,6	1,6	-	-	-
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net⁽²⁾	3,1	5,9	-0,8	2,8	5,0	-2,3	-2,6	42,3	1,7	7,1	13,0	13,2
Patrimoine (ou valeur nette)	7,1	8,1	4,1	20,6	10,7	16,3	1,8	25,0	3,3	7,7	-0,8	-13,2
Fonds propres des sociétés				4,5	7,0	-1,6	4,4	3,7	-7,8			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2005.

financier (-3,4 % après +4,8 % en 2010), résultant notamment de la réduction de la valeur des actions (-9,4 % après +5,4 % en 2010). Par contre, l'encours des crédits obtenus progresse davantage qu'en 2010 (+3,3 % en 2011 après +1,5 %) et la croissance de l'encours de titres de créance émis reste soutenue (+6,9 % après +9,4 %).

Du côté de l'actif, le patrimoine non financier ralentit (+6,1 % après +7,5 %) : comme pour les ménages, les actifs immobiliers pâtissent du ralentissement du prix des terrains ; en revanche, les SNF accélèrent la reconstitution de leurs stocks (+6,3 % après +1,8 % en 2010) et de leur patrimoine en machines et équipements (+4,3 % après +2,7 % en 2010).

S'agissant des actifs financiers, l'encours de numéraire et de dépôts des SNF progresse de 20,8 % en 2011. La croissance des crédits qu'elles consentent, sous forme essentiellement de prêts intragroupes, se maintient (+3,1 % après

+2,9 %). En revanche, la valeur de l'encours détenu sous forme d'actions et de titres d'OPCVM fléchit sensiblement (-12,0 % après +4,5 %), induisant une baisse de l'encours total d'actifs financiers (-3,9 % après +4,6 %).

Au total, les fonds propres des SNF (*définitions*) diminuent (-1,6 % après +7,0 %). Ils représentent en 2011, comme en 2009, l'équivalent de 6,9 fois la valeur ajoutée nette des SNF, soit un peu moins qu'à la fin 2010 (7,2 fois).

La valeur nette des sociétés financières décélère

Les sociétés financières (SF, *définitions*) ont essentiellement à leur bilan des stocks importants d'actifs et de passifs financiers, mais dont le solde est faible (+348 milliards d'euros en 2011). En effet, leur fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation

financière ou à exercer des activités d'auxiliaires financiers.

En 2011, l'augmentation de la valeur nette des SF marque le pas (+3,3 % après +25,0 %). La croissance de leurs passifs est renforcée (+5,1 % après +2,9 %) par une importante collecte de dépôts (+11,7 % après +0,3 %), principalement alimentée par les placements des ménages sur les livrets d'épargne. En revanche, les encours d'actions et de titres d'OPCVM diminuent (-11,3 %) en raison d'effets de valorisation (-154,4 milliards) et de cessions nettes (-66,7 milliards).

La croissance de l'actif financier des SF s'accroît (+4,8 %, après +3,8 %), mais elle reste un peu moindre que celle du passif. Les dépôts interbancaires connaissent une forte expansion (+23,2 % après -1,0 %) et le développement des crédits reste soutenu (+5,2 %, après +5,9 %). En revanche, la valeur du portefeuille d'actions et de titres d'OPCVM fléchit (-13,1 %, après +4,3 %).

À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le **produit intérieur brut (PIB)** mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours d'une période (il s'établit à 1 997 milliards d'euros en 2011).

Le **produit intérieur net (PIN)**, 1 717 milliards d'euros en 2011) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le **revenu disponible net** par rapport au **revenu disponible brut**.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital. En plus des effets de réévaluation ou d'autres changements de volume, le patrimoine national est alimenté d'une année à l'autre par l'épargne nette (et non brute) des agents, c'est-à-dire la partie du revenu national net qui n'est pas affectée à la consommation finale au cours de la période.

Le passif des administrations publiques s'alourdit

En 2011, le patrimoine des administrations publiques (APU) se réduit (-13,2%) après une quasi-stagnation en 2010 (-0,8%). Cette baisse est moindre qu'en 2008, mais voisine de celle enregistrée en 2009 (-13,7%). Au total, le patrimoine des APU s'établit fin 2011 à 507 milliards d'euros, soit 30% du produit intérieur net.

En 2011, le ralentissement des prix des terrains sur lesquels sont construits les bâtiments et les ouvrages de travaux publics entraîne une décélération du patrimoine non financier (+4,1% après +7,8%).

Le passif financier net atteint -1 256 milliards d'euros, soit une dégradation de 13,2%, voisine de celle enregistrée en 2010. Le montant global de l'actif financier des APU ne varie pas en 2011, mais sa répartition se modifie : l'encours de dépôts progresse de 19,6%, notamment du fait d'une augmentation des dépôts des administrations publiques locales auprès du Trésor ; inversement, les avoirs en titres de créance diminuent fortement (-13,7%).

Au passif, les APU réduisent leur recours au crédit en 2011 (-4,1% après +8,3%), tandis que l'encours de titres de créance émis par les APU, qui

représente près des trois quarts de leur passif financier, croît au même rythme qu'en 2010 (+8,4%). Au total, le passif financier des APU (*définitions*) augmente moins vite qu'en 2010 : +7,2% en 2011 après +8,8%.

Définitions

Les comptes de patrimoine de la comptabilité nationale recensent les actifs et passifs économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers (dépôts, actions, crédits...) ou non financiers ; ces derniers peuvent être le résultat de processus de production (équipements productifs, stocks...) ou avoir une origine naturelle (terres, gisements...).

Le **patrimoine** (ou « valeur nette ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Les **actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année**. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d'actifs. Ainsi, la valeur du patrimoine peut varier d'une année à l'autre même en l'absence de flux nets de transactions du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La valeur des **biens immobiliers** se décompose entre celle des **bâtiments** et celle des **terrains** sur lesquels ils sont

implantés. L'essentiel des plus-values immobilières est affecté aux terrains.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières et non financières**. Les sociétés financières incluent la Banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les OPCVM, monétaires et non monétaires, et les auxiliaires financiers.

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du **passif des administrations publiques** pour trois raisons. Le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir. La dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations. Elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

Bibliographie

- Couleaud N., Delamarre F., Mauro L., « Le patrimoine économique national en 2010 - Rebond marqué dû à la hausse des prix de l'immobilier », *Insee Première* n° 1382, décembre 2011, Insee et Banque de France.
- Couleaud N., Delamarre F., « Le patrimoine économique national en 2009 - Deuxième année consécutive de repli », *Insee Première* n° 1305, juillet 2010, Insee et Banque de France.
- Couleaud N., Delamarre F., « Le patrimoine économique national de 1978 à 2007 - 30 années au rythme des plus-values immobilières et boursières », *Insee Première* n° 1229, mars 2009, Insee et Banque de France.
- Les comptes de patrimoine sont consultables sur le site [insee.fr](http://www.insee.fr), thème Comptes nationaux - Finances publiques, Comptes nationaux annuels, Patrimoine financier et non financier.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ **Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :**

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2013

Abonnement annuel : 84 € (France) 106 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :
L. Bellin, J.-B. Champion,
A. Houlou-Garcia, C. Pfister

Maquette : B. Rols

Impression : Jouve

Code Sage IP131431

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2013



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES